

CMD

N° 29/CA du répertoire

N° 2002-062/CA du greffe

Arrêt du 25 mai 2011

AFFAIRE : NASCIMENTO Guillaume Euloge

C/

Préfet Atlantique

CA

NASCIMENTO

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 05 juin 2002, enregistrée au greffe de la Haute Juridiction sous le n° 0608/GCS du 14 juin 2002, par laquelle Monsieur NASCIMENTO Guillaume Euloge, demeurant à Cotonou au carré n° 289, 09 BP 404 Rue Capitaine Jean ADJOVI, sollicite de la Cour suprême l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté préfectoral n° 2/044/DEP-ATL/CAB du 06 mars 2001 par lequel le Préfet du département de l'Atlantique d'alors lui a retiré la parcelle « O » du lot 1251 du lotissement de Cotonou-Nord tranche L et l'a attribuée à la collectivité TOSSE représentée par TOSSE Luc et Pascal ;

Vu la lettre n° 2381/GCS du 28 octobre 2002 par laquelle le requérant a été invité à faire parvenir son mémoire ampliatif ;

Vu le mémoire ampliatif sans date adressé à la Cour et enregistré le 10 juin 2003 sous le n° 258/GCS ;

Vu la lettre n° 675/GCS du 25 février 2004 par laquelle communication de la requête ci-dessus, du mémoire ampliatif et des pièces y annexées, a été assurée au Conseil de l'Administration pour son mémoire en défense ;

Vu les observations en défense du conseil de l'Administration en date du 27 avril 2004 enregistrées au greffe le 30 avril 2004 sous le n° 531/GCS ;

Vu la correspondance n° 2270/GCS du 11 juin 2004, par laquelle communication du mémoire en défense a été faite au requérant pour ses observations en réplique ;



[Signature]

[Signature]

L/n° 2262-2263-2264/GCS du 06/12/2011

Vu la grosse de l'arrêt a Nascimento Guillaume Euloge rep. par ses fils.

Vu lesdites observations en réplique du requérant en date du 13 août 2004 enregistrées le même jour sous le n° 1129/GCS ;

Vu le paiement de la consignation légale constaté par reçu n° 2361 du 09 juillet 2002 ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 et précédemment en vigueur ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Oùï l'avocat général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme : Sur la recevabilité du recours

Considérant que le requérant n'a pas reçu notification de l'arrêté attaqué mais en a eu connaissance fin mars 2002 ;

Qu'ayant le 04 avril 2002 introduit auprès du préfet de l'Atlantique un recours gracieux reçu le même jour et demeuré sans réponse, le requérant, en saisissant par la suite la Haute Juridiction de la requête sus visée, a respecté les dispositions de l'article 68 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême et remise en vigueur par loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;



88

Considérant en effet, qu'en l'absence de notification seule la date de la connaissance acquise tient lieu de point de départ quant à la computation des délais en matière de recours pour excès de pouvoir ;

Qu'ainsi, la saisine de la Haute Juridiction le 05 juin 2002 par le requérant, est intervenue dans les conditions de forme et délai prescrites par la loi ;

Qu'en conséquence le présent recours doit être déclaré recevable ;

Au Fond

Considérant que le requérant expose qu'il a acquis une parcelle de terrain suivant acte sous seing privé en date du 06 mai 1966 auprès de Monsieur HOUNYEME Tossè ;

Que ladite parcelle sise au quartier Ahouansory-Agué (Adjahoua) a été plus tard lotie puis recasée sous le numéro « O » du lot n° 1251 ;

Que l'arrêté préfectoral dont annulation ne lui a jamais été notifiée si ce ne sont ses investigations personnelles qui lui ont permis d'en prendre connaissance ;

Qu'aux termes de cet arrêté préfectoral, l'autorité préfectorale en lui retirant la parcelle l'a attribuée à titre de dédommagement à la collectivité TOSSE représentée par TOSSE Luc et Pascal ;

Qu'il sollicite de la Cour l'annulation dudit arrêté suite au rejet implicite par l'autorité préfectorale du recours gracieux qu'il a formé ;

Considérant que le requérant n'invoque qu'un seul moyen, celui tiré du caractère illégal de l'arrêté querellé ;

Que l'Administration quant à elle, par l'organe de son conseil, maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE conclut au bien fondé de l'arrêté ; elle explique que le requérant n'a acquis qu'une seule parcelle qui a fait l'objet d'une attribution double de parcelle lors des travaux de recasement ;



[Signature]

88

Considérant que l'Administration par l'organe de son conseil, maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE demande à la Cour de déclarer mal fondé le présent recours motif pris de ce que la seule parcelle cédée au requérant a fait l'objet d'attribution double de parcelle en l'occurrence la parcelle « O » du lot 1275 et la parcelle « O » du lot 1251 ;

Considérant cependant que le requérant en réplique au mémoire en défense de l'Administration précise qu'il n'est propriétaire que de cette seule parcelle dans la zone dite Gbédjromèdé ;

Que le requérant développe que lors du lotissement de ladite zone, lotissement de Cotonou-Nord tranche L, cette parcelle initialement relevée à l'état des lieux sous le n° 1275 a été identifiée parcelle «O» du lot 1251 ;

Qu'il poursuit en indiquant avoir commis une erreur lors de la rédaction de la requête introductive d'instance pour y avoir mentionné parcelle « O » du lot 1275 plutôt que parcelle « O » du lot 1251 ;

Considérant qu'en inscrivant le numéro d'état des lieux de la parcelle en lieu et place du numéro effectif du lot, le requérant n'a commis qu'une erreur matérielle mais non substantielle ;

Que cette erreur susceptible de rectificatif ne doit servir de fondement au retrait de la parcelle « O » à son attributaire initial, monsieur NASCIMENTO Guillaume Euloge ;

Considérant au surplus, qu'en relevant la double attribution dont elle allègue l'Administration n'en a pas rapporté la preuve ;

Qu'en effet, elle n'a ni dans l'arrêté querellé ni dans ses observations en défense, spécifié les caractéristiques ou les renseignements pouvant permettre l'identification de la seconde parcelle restée acquise au requérant suite au retrait de la parcelle « O » sise au lot 1251 ;



Considérant que bien d'autres parcelles dans cette même zone ont été attribuées aux consorts NASCIMENTO, également présumés propriétaires de parcelles aux termes de plusieurs conventions de vente (actes sous seing privés) dont photocopies sont produites par le requérant ;

Qu'en définitive, aucun élément d'appréciation ne vient conforter le motif qui est à l'origine du retrait de la parcelle « O » du lot 1251 du lotissement de Cotonou-Nord tranche L ;

Que dans ces conditions, il y a lieu d'annuler l'arrêté préfectoral n° 2/044/DEP-ATL/CAB/SAD du 06 mars 2001 ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : Le recours pour excès de pouvoir en date du 05 juin 2002 introduit par NASCIMENTO Guillaume euloge, en annulation de l'arrêté préfectoral n° 2/044/DEP-ATL/CAB du 06 mars 2001 portant retrait et attribution de parcelle, est recevable.

Article 2.- Ledit recours est fondé.

Article 3.- Est en conséquence annulé l'arrêté préfectoral n° 2/044/DEP-ATL/CAB du 06 mars 2001.

Article 4.- Les frais sont mis à la charge du Trésor Public.

Article 5.- Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT;

Eliane R. G. PADONOU }
Et }
Etienne FIFATIN }

CONSEILLERS



[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

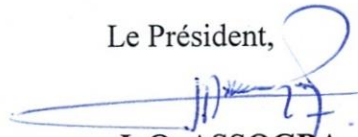
Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt cinq mai deux mille onze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Lucien A. DEGUENON,
MINISTERE PUBLIC ;

GBEDO Geneviève, GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,


J. O. ASSOGBA

Le rapporteur,


Eliane R. G. PADONOU

Le Greffier,


G. GBEDO

DE = GRATIS.
30-09-011
32 Case 7055
GRATIS
Reçu l'inspecteur de l'Enregistrement



Joseph FOUNDOU

